



Intervention sur le projet stratégique MEEDDAT

CTPS du 29 SEPTEMBRE 2008

Nous sommes favorables au Grenelle de l'environnement et à la construction d'un grand ministère MEEDDAT,

Oui au MEEDDAT avec des rapprochements Equipement, Environnement, Agriculture, dont les missions seraient de promouvoir un aménagement durable du territoire, car nous sommes favorables à ce qui peut éviter les doublons dans la Fonction Publique.

Mais ...

NON à une RGPP, dont l'objectif réel est le « moins d'Etat » et non le « mieux Etat » avec une orientation libérale de privatisation des services (cf. création de l'agence régionale de santé en lieu et place d'une DRAS, privatisation du permis de conduire, de l'ingénierie publique, etc ...

Nous constatons par les exemples étrangers que la privatisation a en fait abouti à des coûts de services pour les usagers supérieurs aux gains obtenus par la réduction des effectifs dans les Services Publics (étude du conseil d'analyse stratégique), et que les pays ayant largement privatisé réembauchent maintenant à nouveau des agents publics comme au Royaume Uni si cher à Mme Thatcher !

NON à une décentralisation qui se fait sans réforme des finances locales et qui ne permet plus à l'Etat d'avoir les moyens de sa politique d'Etat.

NON également à la casse du statut des fonctionnaires, notamment avec la loi de mobilité et la possibilité de mettre au chômage les fonctionnaires.

Les DDT se créent avant même qu'il y ait eu un bilan sérieux de la mise en place des DDEA dans les départements expérimentaux.

Le personnel vient de vivre une réforme importante, dans les structures du ministère, il se prépare à une réforme importante dans les missions, avec le Grenelle de l'environnement.

Avant de démarrer l'exercice de la réforme, il est de notre devoir de vous faire part des préoccupations des agents et de leur état d'esprit actuel.

Il y a quelque chose de choquant entre ce projet stratégique du MEEDDAT, dont les objectifs affichés sont louables et intéressants (assurer le droit au logement, mettre en oeuvre le Grenelle de l'environnement, aménager de

façon durable le territoire, réduire les risques naturels etc) et une gestion des moyens, obsédée d'une seule et unique priorité: la réduction des effectifs et la casse du statut (exemple d'un des derniers « fil info » de notre ministre qui s'enorgueillit de n'avoir remplacé que 48% des fonctionnaires partant à la retraite !!!).

Et la conséquence est l'abandon des missions de service public auxquelles nous sommes attaché : accueil personnalisé pour les permis de construire, aides aux élus, missions d'ingénierie publique, etc.

La forte réduction générale des enveloppes de fonctionnement, alors que les réserves financières existent (les cadeaux fiscaux du bouclier représentent 14 milliards d'euros, les fraudes fiscales sont estimées entre 30 et 60 milliards, les niches fiscales autour de 70 milliards)

Nous supportons difficilement le discours quasi permanent de la dévalorisation des fonctionnaires aux yeux de la population. La RGPP et le discours sur la fonction publique montrent les fonctionnaires comme une charge économiquement insupportable et, très rarement comme des hommes et des femmes au service du public, des territoires, contribuant à l'économie des territoires.

Les réductions d'effectifs engendrent une surcharge pour certains services visés : SG, Droit des sols et service des permis de construire, service des permis de conduire. En règle générale, les restructurations donnent une charge de travail supplémentaire aux agents des services supports.

Le projet stratégique du MEEDDAT se garde bien d'insister sur les liens avec les DDT et nous posons donc plusieurs questions :

- quel sera le lien au MEEDDAT ?

Nous avons besoin d'un lien fort au MEEDDAT, aux DREAL, au RST, aux organismes de formation du MEEDDAT, garant de notre technicité, notre savoir faire, de la connaissance des doctrines etc.

Le lien au ministère ne doit pas seulement concerner la gestion administrative des carrières.

- la future DDT : avec quels effectifs et avec quel budget ?

« le Préfet de Département doit proposer au Préfet de région les moyens qu'il estime nécessaire à la bonne réalisation des missions qui lui incombent »...

Nous revendiquons un niveau d'effectifs et de budget qui permette d'assurer le travail correctement, et en particulier sur les missions définies par le Grenelle de l'environnement.:

Le Grenelle ouvre de nouveaux domaines d'ingénierie et de nouveaux champs d'action, (par exemple, l'aide aux collectivités pour des politiques

d'urbanisation et transport durables...). Dans cette optique, la suppression de postes est une absurdité.

Comment donner un avis de l'Etat sur les documents d'urbanisme, associer l'Etat aux travaux des collectivités locales, si on n'a pas des services techniques forts et compétents (études, observation territoriale, évaluation de projets, etc.) ;

Comment faire de l'ATESAT si on perd ses compétences en ne faisant plus d'ingénierie publique ?

Comment faire de l'AMO si on perd sa technicité ?

Les fonctions supports : la circulaire précise qu'il faut développer la mutualisation départementale des fonctions supports pour permettre d'alléger les moyens consacrés à celles-ci »?. En 2012 ces services supports ne doivent plus représenter que 6 à 7 % des effectifs globaux. A court terme, la réforme demande un surcroît de travail pour les SG, le service social, l'accompagnement des agents, les retraites, la paye, la formation. Toute réforme est complexe, les SG devront traiter des agents de différents ministères, connaître de nouvelles règles de gestion, règles comptables etc. La réforme supposera de gros efforts de formation dans les nouveaux domaines et nous avons vu, lors de la dernière réorganisation des DDE en 2007 que le discours sur la formation, la GPEC n'avait pas été suivi d'effets pour la plupart des agents.

Nous avons également des interrogations sur la gestion des effectifs :

Seront-ils gérés par les ministères ou par le Préfet de Département ?

Où se fera le dialogue nécessaire de gestion (CAP, CTP) ?

Qui évaluera les besoins en ETP ?

Quels statuts et quelle mobilité pour les agents ?

Oui, ce projet stratégique du MEEDDAT est intéressant ! mais ... c'est quand même un peu un catalogue de bonnes intentions dont on aurait lissés les points gênants que nous venons d'invoquer.

A l'aulne de l'actualité de crise dans laquelle la spéculation a plongé une partie de la planète, nous avons quelques craintes que les fortes ambitions affichées ne finissent dans les poubelles à tri sélectif jaunes ou vertes de ce ministère, y rejoignant les ressenties propositions de M. Borloo en matière de fiscalité verte !